



HAL
open science

Un entretien avec John Dunn

Christophe Brochier

► **To cite this version:**

| Christophe Brochier. Un entretien avec John Dunn. Raisons politiques, 2018. halshs-01941509

HAL Id: halshs-01941509

<https://shs.hal.science/halshs-01941509>

Submitted on 1 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une version raccourcie de ce texte a été publiée sous les références suivantes :

ENTRETIEN AVEC JOHN DUNN

par **Christophe Brochier**

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Raisons politiques](#) »

2018/3 N° 71 | pages 145 à 161

ISSN 1291-1941

ISBN 9782724635508

Un entretien avec John Dunn

Par Christophe Brochier

John Dunn, est actuellement l'un des principaux théoriciens et analystes de la politique en Grande Bretagne. Il enseigne l'histoire, l'histoire des idées et la théorie politique à l'Université de Cambridge depuis le milieu des années 1960. Né en 1940, élève de Moses Finley et contemporain de Quentin Skinner et John Pocock, il est connu en France pour être l'un des meilleurs connaisseurs de l'œuvre de John Locke et l'un des rénovateurs de la pratique de l'histoire des idées. *The political thought of John Locke* (1969) a été traduit en France aux PUF en 1991, mais l'œuvre complète de Dunn qui est considérable (plus de 20 ouvrages écrits seul ou en collaboration et plus de 100 articles ou chapitres de livres) est très peu connue dans notre pays. Elle est pourtant construite autour de plusieurs sujets clefs, à l'importance évidente, dont à partir du début des années 1970, l'étude des révolutions. *Modern Revolutions : an introduction to the analysis of a political phenomenon* (1972) est ainsi avec le livre de Theda Skocpol sur le même sujet, la référence en matière d'analyse historique et sociologique de la révolution. Dans les années 1970, Dunn s'est également consacré à l'étude de l'évolution politique des pays en voie de développement (*Dependance and opportunity : political change in Ahafo* en 1974 ; *West african states : failure and promise* en 1978, *Contemporary west african states* en 1992) et dans les années 1980 à celle du socialisme (*The politics of socialism : an essay in political theory* en 1984). Dernièrement, Dunn a consacré l'essentiel de son travail à comprendre les mutations de l'activité politique dans les Etats-nations et notamment à saisir leur lien avec la démocratie et le système représentatif. *Setting the people free. The story of democracy* a été publié en 2005 et réimprimé deux fois depuis cette date. Il a été traduit en français et publié à Genève (mais pas en France) en 2010 sous le titre : *Libérer le peuple. Une histoire de la démocratie*. Plus récent, *Breaking the democracy's spell* reprend le contenu des conférences Stimson données à Yale et discute notamment des rapports des Etats-Unis et de la Chine à la question de la démocratie et du gouvernement républicain. Malgré une langue soignée et érudite, le ton des ces ouvrages est parfois incisif dans la mesure où Dunn applique le principe que le fonctionnement politique de l'Occident ne peut être réellement compris qu'à la condition de l'aborder sans tabou en traçant des comparaisons à travers le temps et l'espace. *Libérer le peuple* fait ainsi le constat que la « démocratie » appliquée en Occident de façon récente est tout à fait éloignée de son modèle athénien et il pose la question de savoir comment elle s'est imposée sous la forme hégémonique aujourd'hui du gouvernement représentatif.

Une autre partie importante de l'œuvre de Dunn concerne moins directement l'analyse de systèmes politiques concrets et s'efforce d'approcher de façon abstraite et générale la politique dans ses différentes dimensions : jugement, responsabilité, action, etc. La ligne centrale de cette partie de l'œuvre représente en fait un gigantesque effort pour essayer de dégager des moyens de « comprendre la politique » en partant de questions classiques empruntées à l'érudition politiste et en les confrontant si nécessaire à des situations réelles qui mettent en avant la nécessité de rendre les situations politiques intelligibles. Il écrit ainsi en introduction de *The history of political theory and other essays* (1996, p. I) : « Beaucoup de gens aujourd'hui ont fait le constat qu'ils ne comprennent pas la vie politique du monde dans lequel ils vivent (...). Parmi ceux-là se trouvent des analystes de la politique par profession : politistes, sociologues ou économistes de la politique, théoriciens de la politique ou de la société et même les journalistes les plus entreprenants (...). Beaucoup de ceux qui n'étudient pas la politique par profession (...) commencent certainement à craindre que ce degré d'incompréhension ne devienne une source de danger par lui-même : pas seulement parce qu'il empêcherait de réaliser à quel point les choses sont déjà en mauvais point, mais surtout parce qu'il peut constituer un facteur aggravant pour une série de risques éminemment préoccupants ».

Cette partie de l'œuvre annoncée de cette manière représente une invitation à poser des questions nouvelles en mobilisant toutes les ressources de la théorie, de l'histoire et de la sociologie de la politique. Elle est constituée d'essais parfois longs mais aux thématiques variées (*The cunning of unreason : making sense of politics* publié en 2001) et plus souvent encore elle a pris la forme de volumes rassemblant des essais plus courts reliés par des préoccupations théoriques communes (*Rethinking modern political theory*, 1986, *Interpreting political responsibility* en 1990, *The history of political theory and other essays* en 1995).

L'entretien présenté dans cet article s'est déroulé dans le bureau de John Dunn à King's College le 7 septembre 2017. Il avait essentiellement pour but de permettre aux lecteurs français une vue générale des préoccupations de l'auteur tout en insistant à la fois sur l'analyse de la démocratie et sur certains points moins connus de son œuvre comme l'effort d'interprétation général de la politique. Le texte a été revu par l'auteur qui a ajouté certains commentaires destinés à compléter certaines réponses trop succinctes.

CB : Vous êtes connu dans le monde des sciences sociales comme un politiste, mais votre formation initiale s'est-elle faite en histoire ou en sciences politiques ?

JD : J'ai essentiellement reçu une formation d'historien. Lorsque j'étais en premier cycle universitaire à Cambridge, on ne pouvait pas étudier la science politique. C'est seulement vers la fin des années 1960 qu'il a été possible de suivre un cursus complet en sciences sociales et en politique. Donc j'ai étudié l'histoire, et j'ai eu mon premier poste d'enseignant en tant qu'historien.

CB : Vous avez été l'un des étudiants de Moses Finley...

JD : Oui. Finley à l'époque était un historien de premier plan, très important à Cambridge. C'était un homme doté d'une forte personnalité, très impatient, parfois virulent. Mais très sérieux, très

appliqué et il s'efforçait de nous montrer comment analyser les processus sociaux et politiques. Il nous montrait vraiment comment comprendre les choses, et il a eu une très grande influence sur moi, comme sur beaucoup d'autres. De mon point de vue, c'était celui parmi nos formateurs, qui nous apportait le plus.

CB : Mais vous n'avez pas suivi sa voie dans les études anciennes ?

JD : Non ! Je ne voulais pas étudier l'antiquité. Je voulais réfléchir à maintenant, au monde contemporain. Je m'intéressais aux sciences sociales comme instrument pour comprendre le monde qui nous entoure, et pas seulement le passé. J'étais notamment très intéressé par le Tiers Monde. Mais Finley était remarquable comme enseignant même pour un étudiant qui avait un projet différent. Il tenait un séminaire pour les étudiants *graduates*, mais c'était sur une base assez égalitaire, les étudiants de premier cycle pouvaient participer et intervenir. Il abordait notamment des questions concernant l'Empire romain et la démocratie. C'était tout à fait passionnant et surtout cela lui donnait l'occasion de nous montrer comment réfléchir, comment penser.

CB : Pourquoi avoir choisi Locke pour vos études doctorales ?

JD : En fait je n'ai pas du tout choisi Locke. En fait j'avais choisi Hume, qui est un philosophe vraiment fascinant. Et puis, surtout, il y avait à l'époque un enseignement proposé par un historien d'une grande finesse appelé Duncan Forbes sur les « lumières écossaises », en particulier Smith et Hume. Et je trouvais cela particulièrement captivant. J'en avais tiré une très grande envie de me consacrer à l'étude de Hume et je voulais lui consacrer ma thèse. Mais Duncan voulait lui-même écrire un livre sur Hume qui est un auteur particulièrement difficile à comprendre en profondeur. Il n'avait pas trop envie d'avoir un étudiant travaillant sur le même sujet, alors qu'il n'avait pas achevé son travail. Alors je suis passé sous la direction de Peter Laslett qui pensait qu'on pouvait découvrir quelque chose d'important sur Locke. Il avait très envie de montrer à quel point Locke pouvait être un sujet porteur. Il voulait une étude comparative sur la réception de la pensée de Locke entre la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis, notamment dans ses rapports avec les révolutions. Je pense maintenant que c'était une idée sans grand intérêt, mais elle n'était pas stupide. Donc je me suis engagé dans trois années de recherches avec un an passé à Harvard à compiler la documentation américaine et j'ai écrit quelque chose qui à la fin ne ressemblait pas du tout à ce que voulait Laslett. C'était un livre sur Locke lui-même et pas une étude de son impact en tant que penseur politique à travers l'espace et le temps ; et ce n'était pas vraiment approprié pour une thèse de doctorat ainsi que la suite allait le montrer. Je n'ai en fait jamais reçu le doctorat, mais en ces jours lointains vous n'en aviez pas vraiment besoin si vous aviez déjà un poste et que vous aviez écrits des travaux qui avaient fait impression. Ce que j'ai découvert, pour l'essentiel, est que l'impact des écrits politiques de Locke fut sporadique dans la France du dix-huitième siècle, plus complexe et intéressant en Grande Bretagne, mais surtout bien plus faible en Amérique du Nord jusqu'à la décennie précédant la Déclaration d'Indépendance que ne le pensaient la plupart des historiens américains (qui sont d'ailleurs toujours réticents à reconnaître leur erreur). C'est cette dernière découverte était la plus frappante, mais en apporter une démonstration complète aurait nécessité une absence prolongée, ce qui était un prix élevé pour une simple thèse. J'ai donc préféré écrire quelque chose sur Locke

lui-même quand j'avais estimé avoir vu quelque chose à la fois plus intéressant et plus important dans ses implications. Au lieu de montrer que la pensée de Locke avait pu être à la source de certaines idées libérales ou révolutionnaires, j'ai montré son rapport avec une culture religieuse. Si vous étudiez avec attention la manière dont Locke raisonnait, vous voyez clairement que son mode de pensée était fortement contraint par des conceptions théologiques. On ne peut pas isoler sa pensée politique de ses réflexions religieuses. Sa manière de penser dépendait de suppositions religieuses, c'est en fait très évident quand on le lit sans *a priori*, et c'est très important pour le comprendre. Et c'est d'ailleurs bien plus facile de repérer cela chez Locke que chez la plupart de ses contemporains ou prédécesseurs en raison de l'échelle, de la portée et dans certains cas de l'informalité des documents qu'il a laissés.

Je pense que ce que j'ai écrit est toujours important pour comprendre Locke, car cela montre que bien des constructions intellectuelles échafaudées au sujet des valeurs libérales de sa pensée politique sont sans fondement. En fait on ne peut pas affirmer que Locke a clairement pensé ou dit certaines choses qu'on lui prête notamment concernant le libéralisme si l'on ne saisit pas vraiment le fond de sa pensée. Or, la façon dont il a élaboré ses textes dépend d'un contexte matériel et idéologique qui n'est plus là.

CB : Vous avez écrit qu'il est difficile et important à la fois de restituer le « Locke historique ». Qu'est-ce pour vous que le « Locke historique » ?

JD : Et bien...à la base cela signifie qu'il y a longtemps, un homme est né, a vécu, etc., et qu'il a fait l'expérience d'une grande variété de choses pendant son existence. Notre monde n'est plus le sien. Ce que l'on peut tirer de ses textes pour reconstituer ces expériences est limité, mais c'est nécessaire pour comprendre sa pensée. Donc ce que je veux dire essentiellement, c'est que l'on ne peut comprendre ce qu'il a dit tant que l'on ne prend pas en compte le monde qui était le sien et ce qu'il a vécu.

CB : Vous voulez dire que l'histoire des idées ne fait pas assez le lien entre la « réalité » des auteurs et les textes ?

JD : Je pense que l'histoire des idées a tendance à séparer les textes du monde vécu des auteurs, à les étudier de façon exagérément indépendante. Beaucoup de spécialistes font en fait comme si les textes comme ceux de Locke avaient été écrits par des universitaires d'aujourd'hui. C'est une tendance forte dans la tradition occidentale. Or de cette manière on ne peut pas vraiment comprendre l'auteur. Les questions finissent par être mal posées et les réponses passent à côté de ce qui est important. En fait on ne saisit plus vraiment de quoi parle le texte. Ce qui est offert à la place est un témoignage de la croyance en la supériorité du point de vue de l'érudit en question sur l'auteur original ; et donc pas une avancée dans la compréhension de la façon dont l'auteur pensait ou des raisons pour lesquelles il le faisait. Cela garantit qu'un érudit actuel apprend de son prédécesseur dans l'histoire seulement ce qu'il croit déjà à partir d'autres sources, et on aboutit à remplacer un passé qui a bien été réel et peut toujours se montrer instructif par un passé de substitution inventé et sans portée.

CB : Diriez-vous qu'il est toujours important de lire Locke aujourd'hui ?

JD : Je le dirais plus volontiers aujourd'hui que lorsque j'écrivais mon livre. Ce ne signifie pas que je considère que c'est indispensable pour comprendre le monde d'aujourd'hui. Mais Locke est un penseur politique particulièrement intéressant et il a une position non négligeable en tant que tel dans l'histoire des idées. Je pensais à l'époque de mon livre que ce qui est intéressant chez Locke est ce que l'on ne comprenait pas alors. Je dirais maintenant que c'est peut être une idée trop limitée. En fait j'apprécie Locke car il est un interprète intelligent de ce qu'est la politique. Il a eu de très bonnes intuitions sur la nature de la politique. Il a notamment vu que la politique est une activité très confuse, c'est un trait fort de sa compréhension de la politique. Et cela ne cadre pas avec beaucoup d'idées dogmatiques actuelles dans nos disciplines... Ce n'est pas du tout compatible.

Si vous essayez vraiment de comprendre ce qu'est la politique, votre tâche peut être facilitée par la lecture de Locke plutôt qu'en suivant Hobbes par exemple. Ce n'est pas que Locke fut un penseur plus profond, mais il y a quelque chose d'opaque chez Hobbes. Il y a beaucoup de questions posées grâce à son œuvre mais à la fin, il est extrêmement difficile de saisir comment Hobbes voyait vraiment la politique. Alors que Locke a une conception beaucoup plus accessible de ce qu'est la politique. Il reconnaît qu'il existe quelque chose que l'on peut appeler politique et il cherche à le penser. Hobbes, lui, donne l'impression de vouloir sortir de la politique proprement dite, voire de chercher à l'abolir.

CB : Après ce premier livre, vous avez beaucoup écrit sur l'épistémologie de la recherche en sciences sociales. A partir de là, j'aimerais vous demander comment, selon vous, nous devons interroger les grands penseurs du passé. Quelles questions devons-nous leur adresser ?

JD : Bien... Personnellement, je ne suis pas en faveur de l'attitude admirative. Je ne pense pas qu'il faille étudier ces gens en raison de leur statut de grands penseurs. Ce qui m'intéresse le plus profondément c'est la politique elle-même. Donc je pense que la question que nous devons poser aux grands penseurs politiques du passé c'est : « comment devons-nous comprendre la politique ? » Il s'agit de leur demander comment ils peuvent nous aider à faire cela. Mon approche est certainement liée à la façon dont j'enseigne la science politique ; j'essaie de montrer à mes étudiants comment on peut comprendre la politique. Et d'après moi, il est plus facile d'enseigner aux gens comment penser politiquement quand il existe une certaine distance, sinon on court le risque de prendre part en fait à des disputes politiques.

CB : Dans *The cunning of unreason*, vous formulez un grand nombre de questions très abstraites sur la politique. Quelle est en fait votre manière de questionner la politique ?

JD : Bien... Je dirais que ce à quoi je consacre l'essentiel de mon temps c'est essayer de montrer à moi-même et aux autres comment ne pas se tromper sur les circonstances politiques de l'heure, sur les questions les plus immédiates. Donc ce livre était à peu près conçu comme une sorte de manuel, ou plutôt de livre d'introduction destiné à montrer au public comment l'activité académique des spécialistes de sciences politiques peut être utile pour ce faire. C'était aussi un essai pour moi ; une façon de me demander comment essayer de comprendre la politique en usant d'une méthode interrogative. Je dirais aussi que j'ai essayé de montrer à quel point il est difficile de combiner la causalité politique avec un examen sérieux des valeurs de l'engagement politique. Pour enseigner la science politique, il faut savoir maîtriser ces deux aspects du sujet : la causalité

et l'engagement. De ce fait, je trouve qu'une partie importante de la science politique actuelle est catastrophique de ce point de vue là, surtout aux Etats-Unis. L'état d'esprit qui fonde une partie de ce qui est écrit est à la fois superficiel et partisan.

CB : Pourriez-vous préciser ce point ? Que devons-nous éviter selon vous ?

Je pense en premier lieu que nous ne devons pas faire comme si les catégories descriptives utilisées dans les médias avaient un sens précis, même si elles sont très diffusées. Il ne faut pas leur supposer un sens qui ne varierait pas en fonction des situations. Je pense que c'est ici par exemple que la politique comparée est utile. Or, je trouve que les comparaisons culturelles, géographiques ou historiques qui sont en général mises en œuvre sont très étroites. On a affaire le plus souvent à des catégories et des suppositions qui témoignent d'un fort esprit de clocher. Il y a aussi des associations non maîtrisées qui vont avec ces suppositions. Donc je suis plus pessimiste aujourd'hui à la lecture de mes collègues que quand j'ai débuté. J'étais très optimiste quand j'ai commencé mes études de science politique. Je m'attendais à voir surgir nombre d'idées bonnes et nouvelles... Mais c'est en fait très difficile d'avoir de bonnes idées et il y en a peu selon moi dans la science politique actuelle... Beaucoup de textes sont très décevants.

CB : Vous avez également écrit au sujet de la nécessité, je vous cite, de « faire des sciences sociales avec réalisme ».

Oui, mais je ne suis plus certain aujourd'hui que l'expression ait été très heureuse. J'essayais d'insister sur l'idée que la science politique a un objet qui en fin de compte est constitué d'êtres humains. C'est une supposition en fait assez radicale. Cela représente une contrainte forte dans notre démarche qui nous oblige à prendre de la distance avec les suppositions non fondées qui abondent dans de nombreuses analyses. C'est en fait une continuation de mon travail sur l'histoire des idées car le sujet véritable de beaucoup d'études est difficile à identifier.

CB : Vous avez également écrit en 1968 : « Il n'est pas certain que l'histoire des idées soit l'histoire de quoi que ce soit qui ait réellement existé dans le passé ».

JD : L'histoire des idées est une poursuite culturelle assez attirante, mais au succès fuyant en raison du caractère ontologiquement insaisissable du sujet lui-même. Ma préoccupation, quand j'ai débuté dans ce domaine, fut d'essayer de remplacer un tableau de concepts apparemment désincarnés ou de doctrines se mouvant dans l'espace et le temps sous leur propre impulsion ou par l'action personnelle de personnages importants (qui découragent ou gratifient l'historien lui-même) par le tableau d'êtres humains s'efforçant, au sein d'un monde très distant et parfois peu saisissable, de se comprendre ou de se persuader mutuellement de choses qu'ils regardaient comme urgentes. Je dirais donc que je suis en faveur d'une histoire des idées dans laquelle il y a plus à penser, qui offre plus de ressources pour la réflexion.

CB : J'aimerais que l'on parle maintenant de vos travaux sur la démocratie et la république. Quel était votre but quand vous avez écrit *Libérer le peuple. Une histoire de la démocratie* ?

JD : Quand j'ai entrepris d'écrire *Libérer le peuple*, j'espérais principalement clarifier ma propre compréhension de la démocratie en essayant de saisir d'où elle était venue et pourquoi elle nous était parvenue sous la forme qui est la sienne. C'était une approche d'historien (bien que d'historien rebelle). Ce à quoi je suis parvenu au cours de la rédaction c'est à une vue des raisons qui ont fait que la démocratie est si difficile à comprendre pour les politistes et aussi à une meilleure explication du fait que le triomphe apparent de la démocratie dans la deuxième moitié du vingtième siècle s'est toujours montré potentiellement décevant et vulnérable.

CB : Pensez-vous que le fait que votre livre ait été refusé par les éditeurs français [il a été finalement publié en Suisse] a quelque chose à voir avec l'originalité ou peut-être le caractère parfois provoquant de ce texte ?

JD : Ce n'est pas à moi de dire pourquoi les éditeurs français ont refusé de publier mon livre. Je suis très reconnaissant à Markus Haller d'avoir, depuis le havre de Genève, pris la décision de le rendre accessible aux lecteurs français, qui plus est dans une très belle édition. Je soupçonne simplement que la principale raison pour laquelle mon livre n'a reçu que peu d'attention en France est que son propos n'est pas susceptible d'attirer une portion significative du lectorat. Peut-être également, dans une certaine mesure, est-ce dû au fait que le livre, bien qu'il accorde la place nécessaire aux drames de la Révolution française, ne considère pas les forces ou les limites de la démocratie actuelle comme attribuables de façon distinctive aux expériences, intuitions ou erreurs tirées de l'histoire française. Le moteur du livre, qui est aussi pour moi en définitive le moteur de la démocratie, consiste à relativiser l'expérience politique de tous les groupes d'êtres humains. Ce n'est pas, je crois, une perspective très naturelle pour le citoyen français cultivé.

CB : Vous avez insisté dans vos derniers livres sur cette hégémonie de la démocratie aujourd'hui. Pensez-vous que le public en Occident n'est pas suffisamment conscient des implications de cette situation ?

JD : Oui bien sûr, on ne peut pas dire que le grand public soit suffisamment conscient de ces choses. Je réfléchis à la démocratie en relation avec ses manifestations dans des régions différentes du globe. Depuis le début de ma carrière, je me suis efforcé de comprendre certaines situations politiques dans des pays très différents : l'Afrique m'a beaucoup intéressée, mais aussi l'Inde, le Japon, la Chine. Je crois que mon séjour d'un an aux Etats-Unis m'a convaincu qu'il fallait penser en prenant de la distance vis-à-vis de l'Amérique. Les Etats-Unis ne peuvent pas être notre unique référence, même si la science politique est très influencée par la situation politique de ce pays.

CB : La plupart des analystes de la démocratie la prennent pratiquement comme une évidence, alors que vous tachez de la placer sous une lumière nouvelle...

JD : Je dirais qu'il est important d'essayer de déterminer ce qu'est exactement ce dont ils parlent et si les catégories analytiques associées à l'idée de démocratie sont bien requises pour en parler. Je pense que les politistes sont en fait confus sur ce sujet. Une manière conventionnelle de

comprendre la démocratie est de se référer à un type de régime qui tire une partie substantielle de ses traits du modèle américain. Par ailleurs on envisage habituellement ces questions par le biais d'une focale historique qui est essentiellement fondée sur l'expérience politique du 20^{ème} siècle. Dans ce contexte, je suis toujours assez gêné par l'usage mal maîtrisé de catégories peu précises comme « république bourgeoise » ou « république libérale ».

En fait il me paraît évident qu'un type d'Etat a été normalisé et même s'il ne peut être précisément défini, on trouve dans les situations réelles quelques traits caractéristiques. L'un des éléments clefs est le processus d'autorisation accordé sous le couvert d'une diffusion auprès des citoyens de la possibilité de choisir leurs dirigeants. Une question sérieuse que l'on peut se poser si l'on est vraiment intéressé par la démocratie est donc celle de savoir si le terme de « démocratie » est approprié pour désigner ce type de régime. Or, la plupart des analystes utilisent ce terme en se posant peu de questions. Ils ne cherchent pas à différencier précisément les diverses formes de régime sur la base d'une étude fine des constitutions et de leur formation historique. Donc on manque d'une réflexion suffisante sur les termes permettant de catégoriser finement les régimes et en fin de compte on en revient à celui de démocratie qui présente l'avantage de bénéficier d'une très forte légitimité. Pour ma part, je suis convaincu qu'il faut penser cela avec plus de précision afin d'éviter les confusions.

CB : Il est évident aussi que vous refusez le terme quand il est employé comme un concept moral.

JD : Bien...Je pense que le risque est d'utiliser des termes qui vous font sortir de l'histoire réelle. Il faut penser sérieusement les usages et l'histoire des mots. Où ce mot de démocratie est-il allé ? A quoi s'est-il référé ? On ne peut se référer à quelque chose de façon évaluative à moins que l'on n'enregistre et ne mesure sa valeur.

Par ailleurs, chaque gouvernement est obligé d'affirmer sa légitimité, et le plus efficace moyen de se prétendre légitime est de dire aux gouvernés : « Et bien c'est vous-même qui m'avez accordé cette autorité ! » Je pense évidemment qu'il est rarement nécessaire d'en arriver effectivement à cela car les gouvernés l'admettent. Et quelles que soient les théories que vous développiez, le résultat est que l'autorité est exercée sur un grand nombre de gens par un petit nombre. C'est au cœur de la question et je pense que « démocratie » n'est pas le mot approprié pour dénommer cela. Je ne suis pas satisfait du tout par cette utilisation du terme.

CB : Vous dites que l'hégémonie de la démocratie en Occident est le résultat d'un processus historique, et vous semblez dire que ce processus politique n'est pas suffisamment étudié.

JD : Oui, je pense qu'il n'est pas possible d'étudier la diffusion de la démocratie autour du monde de façon adéquate avec des méthodes empruntés à la science politique qui sont peu appropriées pour identifier avec précision des processus politiques se déroulant dans le temps ; et ces méthodes sont encore moins appropriées pour expliquer les fluctuations de ces processus. En outre, je ne pense pas qu'il y ait un cas historique unique qui puisse montrer réellement de quelle manière la catégorie « démocratie » s'est insérée dans le processus de reconnaissance réflexive de la culture politique et dans les appareils et les institutions politiques. Il est en fait particulièrement difficile d'étudier ces processus d'incorporation car cela mobilise de très gros pans de l'histoire. Je m'y suis à peine essayé. C'est d'autant plus difficile que tout cela est politique, tout le processus est un processus politique qui se fait par des luttes et des entreprises collectives

forcément complexes. Tous ces faits sont évidemment mal compris par une grande partie des commentateurs. Même si le terme de lutte politique semble être un concept stimulant pour l'analyse, une grande part du processus d'incorporation et de diffusion de la démocratie est en fait le produit d'une activité très confuse. Et ce n'est pas un travail très amusant que d'étudier tout cela. Il faut être poussé par une motivation très forte ; il faut vraiment avoir envie de savoir et vraiment envie de montrer la substance politique de la société. Or, d'après moi, cette motivation est en général assez faible. Peu de gens s'en préoccupent, ils ont d'autres choses à faire ; or il faut passer beaucoup de temps à y penser. Bien sûr, il y a certains historiens qui se consacrent à ce genre d'entreprise, mais même chez eux, en général, la volonté d'entrer profondément dans la substance politique n'est pas toujours suffisante.

CB : Quand vous analysez les qualités de la démocratie, vous affirmez que la « république démocratique est peut-être jusqu'à maintenant le meilleur système pour apporter de la sécurité aux citoyens ». Est-ce la raison historique de son hégémonie actuelle ?

JD : Et bien, je dirais que cela aide ! Je ne suis pas capable de dire comment et pourquoi les choses se sont passées. Et dire « c'est le mieux qui en est sorti et voilà pourquoi cela en est sorti » n'est pas une solution crédible. On ne peut pas dire que les systèmes rivaux qui ne se sont pas imposés ont perdu la course parce qu'ils le devaient... Mais le rapport entre sécurité et processus d'hégémonie est une bonne question.... La façon dont je vois la politique tourne en effet autour de l'idée de l'élimination des très mauvaises configurations possibles à travers des processus complexes. C'est un peu, pour simplifier, comme s'il y avait une sorte de structure symétrique dans laquelle ce qui est bon pour les gouvernés finit par émerger à la suite d'une lutte qui voit s'effacer son pendant négatif. C'est un peu comme s'il y avait une sorte de processus darwinien dont je ne peux préciser les détails mais qui conduirait à faire disparaître dans le long terme les versions inadéquates.

CB : Cela s'applique aussi aux pays en développement que vous avez étudiés ?

JD : Cela s'applique partout. Ce n'est pas limité à l'Occident comme je l'ai constaté lorsque j'ai travaillé sur l'Afrique et l'Orient.

CB : En vous lisant, on ne voit pas toujours clairement comment vous voyez la relation entre démocratie (ou gouvernement républicain) et les intérêts de la bourgeoisie...

JD : Quand je parle de ces régimes comme ayant une forme d'Etat bourgeois et libéral je veux dire que les deux choses s'y trouvent bien. Les régimes républicains ont un caractère de classe par l'existence d'une structure qui sert de façon efficace et apologétique les intérêts d'une catégorie sociale particulière. Mais la question véritable c'est de déterminer pourquoi cela s'est fait de cette manière. L'histoire de la démocratie est très intéressante si on la regarde ainsi car l'orientation vers ce résultat est toujours très ferme. On peut alors se demander ce que les concessions en terme de diffusion auprès du peuple de formes de choix politique ont pu représenter comme perte du point de vue de la concentration de la propriété. C'est toujours une question importante. Si tout le monde peut choisir, pourquoi les gens devraient-ils permettre à un

petit nombre de gens d'organiser le monde ? Et peut-être la réponse est-elle pour l'essentiel que les tentatives pour organiser la vie collective hors de toute structure d'autorité ou sur ce qu'il reste d'une structure d'autorité débouchent rapidement sur une situation chaotique. La plupart des gens éprouvent le besoin urgent de se concentrer sur leur propre vie, et s'accommoder des injustices et les inégalités familiales semble souvent plus simple et plus sûr que lutter pour ériger des institutions nouvelles et plus avenantes. On peut toujours réfléchir en se demandant ce qui serait le mieux, mais ce sont toujours des idées très hypothétiques qui sont souvent rendues vaines par les circonstances réelles d'application.

CB : Que pensez-vous de l'affirmation selon laquelle la république moderne est une conséquence directe du capitalisme ?

JD : Et bien, je dirais plutôt que la république moderne est compatible avec le capitalisme ! Dans la mesure tout au moins où ce dernier réussit à fonctionner. Le capitalisme est parfaitement compatible avec un grand nombre de formes économiques et politiques. L'égalité formelle de choix politique ne met pas forcément en péril l'inégalité économique la plus extrême, mais il n'est pas du tout évident pour autant qu'elle soit susceptible de rendre ces inégalités plus plaisantes ou plus stables en tant que structures économique, sociales ou politiques.

Dans le genre d'affirmation dont vous parlez, on a plus affaire à une sorte de résumé de quelque chose que l'on voit se produire. De mon point de vue, il est un peu simpliste de parler d'une structure unique qui organiserait les choses partout. C'est assez indéterminé tant que l'on ne réfléchit pas complètement à différentes situations dans différents lieux. Je suppose que l'on pourrait dire que la structure économique entière a besoin d'être politiquement consolidée mais on pourrait également dire que les structures politiques doivent être soutenues par la structure économique. Pour le dire autrement, on peut voir l'économie comme agissant sur les structures sociales et politiques en les heurtant, mais bien sûr on peut voir également la façon dont les processus politiques interfèrent assez brutalement avec l'économie sans que les bénéfices soient toujours clairs. Je vois les liens entre la causalité économique et politique comme quelque chose de très fluide. Par ailleurs, j'ai du mal à concevoir qu'il faille ne saisir qu'une seule structure économique en écartant les autres de l'analyse. Il me semble que plusieurs phénomènes sont là, ensemble tout le temps.

Si j'en reviens à l'histoire des sciences sociales, je pense que l'un des espoirs les plus ambitieux est venu de l'idée que l'on puisse faire des analyses précises en cernant complètement les phénomènes économiques. Mais je crois que l'on ne peut pas cerner précisément ce qu'est l'économie. C'est un fait fondamental sur ce qu'est le monde. Et pour la science politique, l'économie est un élément constitutif des phénomènes de coopération et de lutte. J'ai été sensible aux thèses marxistes lors de mes années d'études, mais je ne crois pas en fait que l'on puisse ni expliquer l'économie complètement ni dire avec exactitude ses liens avec la politique et la société.

CB : A ce propos pourriez-vous préciser vos liens avec le marxisme ?

JD : Je dirais que j'ai beaucoup appris en lisant Marx et qu'une partie de ma vision vient de ses analyses. J'ai également beaucoup réfléchi à son rôle dans l'histoire des idées. Par ailleurs, j'ai consacré une part importante de mon enseignement à la question de savoir comment comprendre

les révolutions. J'ai essayé de penser cela en historien dans le contexte des années 1960 et je me suis beaucoup inspiré de Marx pour cela. Mais je n'ai jamais considéré que je devais me servir de ses idées dans une sorte de relation de dépendance. En revanche, je pense toujours qu'il y a quelque chose de fondamentalement important dans le marxisme et qu'il faut y réfléchir.

CB : Je voudrais revenir à vos analyses des régimes politiques. Peut-on dire en vous suivant que la démocratie moderne est un simple système d'autorisation qui prétend être autre chose ?

JD : Bon, je pense qu'un élément fondamental est bien le système d'autorisation et si l'on regarde d'autres éléments, il est préférable de ne pas utiliser immédiatement la catégorie « démocratie » qui n'a pas de relation nécessaire ou de lien de causalité suffisamment robuste avec eux. Le concept américain de « démocratie libérale » fait l'amalgame du choix politique non contraint formellement égal et d'une constitution écrite appliquée et interprétée de façon pointilleuse qui renvoie à un vaste programme de droits civiques, à la domination de la loi, à la liberté des marchés et assez souvent aux préférences politiques de celui qui parle. Il s'agit là d'une interprétation accommodante des Etats-Unis tels qu'ils sont ou ont été et cela ne constitue pas une interprétation soutenable de ce que qu'est la démocratie. Faire de tels amalgames est bien évidemment source de confusion.

Il y a en fait selon moi une compétition dans le temps mettant en jeu la façon dont les gouvernements peuvent être autorisés, une compétition qui dure depuis longtemps et qui va continuer. Si l'on prend les alternatives à la démocratie comme la monarchie ou l'oligarchie, on voit qu'à la fin la démocratie a vaincu. En tant que système d'autorisation, la démocratie est une bonne offre, meilleure que ses alternatives historiques. Mais il s'agit d'une idée très abstraite sur la nature de la légitimité politique. Elle ne vous dit virtuellement rien sur l'organisation du pouvoir ou sur la variété des formes que ce dernier peut prendre et on n'est pas plus éclairci par cette voie sur les raisons qui font que l'une de ces formes prévaut dans une situation et à une époque données.

CB : Vous avez également écrit que c'est peut-être la chance qui explique que nous n'ayons pas de trop mauvais gouvernements en Europe.

JD : Oui c'est vrai même si je ne suis pas certain que ce principe s'applique systématiquement (rires). Mais, oui c'est en effet une question de chance, qu'est-ce que cela pourrait être d'autre ? Ce n'est pas la providence. Je le dis sur le ton de la plaisanterie mais c'est un sujet très important, n'est-ce pas ? Si l'on pose la question aux Chinois de savoir qui dominera le monde dans le futur et pour quelle raison, cela devient un sujet encore plus important. Bien sûr, vu du côté chinois, la chance européenne est presque offensante. Elle renvoie à une sorte de malchance asiatique qui demande beaucoup de temps pour disparaître. C'est un peu l'idée que l'on puisse demeurer bloqué dans l'histoire du monde. Mais il est également facile pour les Chinois de dire que le temps n'est pas si important. Ils peuvent aussi dire que la mauvaise chance asiatique ne les concerne plus vraiment dans la mesure où le pays a été gouverné avec succès depuis des années et même mieux que les Etats-Unis actuellement (rires). Donc pourquoi devraient-ils se soucier de la question de l'autorisation ?

Pour l'analyste politique, si l'on prend du recul, il n'est pas évident, malgré ce que certains croient, de dire quel morceau du système politique il faut isoler pour commencer à le comprendre

ou l'évaluer. Je veux dire que l'idée dominante en Europe est que nous sommes gouvernés de façon appropriée et que la Chine ne l'est pas vraiment. Les sociologues, de mon point de vue, n'ont pas à suivre cette manière de penser. Ce n'est pas à nous de trancher et de dire comment on doit appeler chaque chose. En fait, sur plusieurs plans de fond, le mode de gouvernement de la Chine n'est pas si différent de celui de la Grande Bretagne ou de l'Allemagne, même si les gouvernants sont sélectionnés de manière différente. En fait la sélection est faite avec beaucoup de prudence : c'est vrai en Chine et en Europe ; c'est de la politique. Bien évidemment, il est vrai que la police se comporte souvent de façon abominable en Chine, mais pas forcément sur instruction des hauts dirigeants. Je ne suis pas sûr que cet angle soit le bon pour comprendre le système politique Chinois. Donc on peut faire des distinctions mais il y a aussi des ressemblances et il n'est pas évident de dire où commencer l'analyse. C'est un exercice délicat de politique comparée : où commencer ? Je ne commencerais pas forcément par la constitution de la République populaire ni par les textes de Mao. Je commencerais sans doute ailleurs...

CB : La question du « bon gouvernement » est-elle une question de relativité culturelle ?

JD : Je vois en effet la culture comme un élément important dans l'évaluation. Je ne crois pas à une référence absolue. Dans le cas chinois, cela mobilise un cadre de perception entier qui concerne le territoire et l'histoire. Aux Etats-Unis également. Mais les Américains voient mal à quel point leur démocratie est une particularité culturelle. Les Chinois sont plus sensibles à l'idée de caractéristiques chinoises. Les Américains sont particulièrement confus au sujet de leur relation culturelle et historique avec le reste du monde. On peut imaginer que si la Chine atteignait le même niveau de confusion, cela pourrait avoir un effet important sur le reste du monde. Mais je ne vois pas s'amorcer cela pour le moment ; je ne crois pas que la Chine se voie comme un modèle. Donc ce n'est pas la même sorte de question.

CB : Vous avez également fréquemment écrit qu'il y a deux manières de voir la politique : une optimiste et une fataliste...

JD : Oui, je pense en effet qu'il y a deux manières de regarder la politique. Une est fataliste et encourage la passivité. L'autre permet au moins l'optimisme bien qu'elle ne garantisse pas que cet optimisme soit justifié. La première fait du passé le déterminant complet du futur et pose, d'une façon assez réaliste, que son cours sera sourd à la volonté, aux initiatives ou aux jugements ou individuels. La seconde voit la détermination du processus comme toujours et nécessairement ouverte du point de vue humain. C'est à chacun de nous de voir ce que nous pouvons faire au moment et à l'endroit où nous nous trouvons, de tirer parti de la situation et de faire de notre mieux pour éviter le pire.

CB : Dans plusieurs de vos textes récents vous prenez l'écologie comme critère pour juger l'activité des gouvernements. Est-ce une position forte chez vous ?

JD : Oui, c'est effectivement le cas. Mais je ne considère pas ce point comme clairement lié à l'idée de démocratie. Si l'on considère que la démocratie exige une obéissance immédiate et pointilleuse par un gouvernement de la volonté explicite ou tout au moins d'une préférence

consciente de la part du peuple, l'abandon de l'écologie peut être impeccablement démocratique. Mais cela peut également être un terrible manquement à la responsabilité politique. Tout dépend de l'horizon temporel que vous mobilisez. Les démocrates devraient hésiter longuement avant de décider que la démocratie peut être équivalente avec l'irresponsabilité. Je pense donc que la faiblesse des gouvernements vis-à-vis de l'écologie est une mesure très claire des mérites que l'on peut leur supposer (ou plutôt leur dénier) vis-à-vis des demandes de la population et de la nécessité d'assurer une « vie satisfaisante » aux gouvernés. Bien sûr, comme je l'ai dit, tout cela est une question de temps, mais aussi de capacité de projection vers le futur. Je pense que les discours et les actes politiques que l'on peut observer depuis un certain nombre d'années sur ces questions témoignent d'un rétrécissement de l'horizon politique et de l'attention portée au futur. Je dirai de façon faussement provocante que les Chinois ont peut-être une vision moins étroite et moins pressée de certaines choses (même si pour l'écologie cela vient du niveau impressionnant de destruction dont ils sont responsables). Mais d'une manière générale il est très difficile pour les agents politiques de coopérer et de se coordonner sur une grande échelle dans le temps.

CB : Pensez-vous que les peuples européens veulent plus d'écologie ?

JD : Je pense qu'en fait ils veulent de nombreuses choses différentes et que ces désirs entrent fréquemment en conflit dans la pratique. Les remèdes choisis par la majorité à un moment donné finissent souvent par faire que tous les souhaits seront encore moins satisfaits dans le futur. Le referendum sur le Brexit dans le Royaume (encore précairement) Uni en a été un exemple frappant.

Mais l'on peut dire d'une manière générale que parmi tout cela, il y a effectivement le désir de voir certaines choses cesser de se détériorer, par exemple l'environnement. En Chine, je suis convaincu qu'il y a un fort ressentiment de la part de la population concernant la destruction de la nature et la détérioration du cadre de vie. Je pense que les dirigeants en tiennent compte. Ils réfléchissent au futur du pays : leur responsabilité politique est en jeu ici. Si l'on regarde plus largement encore, on peut dire qu'en Europe, la qualité du *leadership* s'est détériorée, de même qu'aux Etats-Unis. Et cela pose des problèmes face aux demandes des populations qui concernent au moins trois choses : le ralentissement économique, la baisse de la consommation et l'intensification des inégalités économiques et sociales. Aucune des solutions proposées dans aucun des pays de l'OCDE n'est particulièrement plausible ; et la qualité de la discussion politique autour de ces problèmes entre les aspirants chefs politiques et les citoyens au sens large est consternante, voire même tout simplement stupide. Tout cela met également en jeu la qualité de l'information qui est particulièrement lamentable et qui n'incite pas les gens à s'engager.

CB : Pour finir, j'aimerais savoir si vous avez des projets en cours.

JD : Oui. Tout d'abord je suis en train de rédiger une nouvelle introduction à *Libérer le peuple*. Ensuite j'aimerais écrire un nouveau livre qui discuterait des défis qui se posent maintenant aux sociétés européennes. Ce serait à la fois une histoire des idées politiques et un effort pour montrer pour quelles raisons, aujourd'hui, les défis se présentent de manières différentes. Ce serait une sorte de généalogie de certaines idées et de leur façon de configurer la prise en compte des défis actuels. L'idée centrale serait de montrer pourquoi les recettes qui ont été adoptées au cours des trois derniers siècles en Europe pour vivre ensemble dans un monde civilisé, bien qu'efficaces

dans le passé, ne peuvent pas être raisonnablement supposées valables pour résoudre des problèmes qui, à l'évidence, ne sont plus seulement européens, que ce soit par leur source ou leur contenu, et ne peuvent pas non plus inciter à discuter de façon vive et honnête des approches susceptibles de mieux fonctionner dans le futur.